

Le 12 octobre 2017

## COMMUNIQUE DE PRESSE

### **Budget Outre-mer : vers une cure d'austérité pour nos territoires**

Gabriel SERVILLE, député de Guyane, regrette l'adoption de la mission « Outre-mer » du projet de loi de finances pour 2018 par l'Assemblée nationale.

Cette mission, rejetée par une majorité des députés ultra-marins présents, n'a été adoptée que par le tour de passe-passe du groupe La République en Marche qui a mobilisé à la dernière minute des dizaines de députés hexagonaux n'ayant participé à aucun des débats.

Le budget voté prévoit ainsi une baisse de plus de 80% des crédits alloués à la rénovation de l'habitat privé et de 65% des crédits alloués à l'aide à l'accession à la propriété.

La mobilité des ultra-marins perd, elle, 13% de ses crédits alors que la loi « égalité réelle » votée par la précédente majorité de gauche a créé de nouveaux droits pour les citoyens ultra-marins, comme l'aide au retour, la mobilité étudiante régionale ou encore la continuité funéraire.

Les crédits dédiés à l'action sanitaire, social, culture, jeunesse et sports sont, eux, en baisse de 51%, alors qu'ils interviennent dans des domaines qui sont prioritaires pour l'ensemble des territoires d'Outre-mer.

Enfin, le plan d'urgence pour la Guyane n'est retranscrit que très partiellement dans ce budget, qui ne présente presque aucun crédit nouveau et fait la part belle au re-fléchage de crédits existants.

Il regrette que le Gouvernement ait décidé de ne pas entendre les élus ultra-marins et décidé à la place d'infliger une cure d'austérité loin des annonces faites lors du lancement des assises des Outre-mer.